

ENTRETIEN AVEC NOUREDDINE BEN KHADER, DIRECTEUR LITTERAIRE DE CERES EDITIONS

ENTRETIEN REALISE EN 1998 POUR LA PREPARATION DE NOTRE THESE
SUR L'EDITION TUNISIENNE

Question. *Historiquement comment s'est élaboré ce projet éditorial, quel est le parcours de Cérès?*

Noureddine Ben Khader. Ce projet n'a pu exister que grâce à son premier artisan, qui est son promoteur Mohamed Ben Smaïl. C'est d'abord un homme dont la qualité première est d'accepter de travailler dans un secteur très difficile. S'il avait choisi un autre secteur, il aurait pu très vite devenir un grand entrepreneur de bâtiment, de l'hôtellerie. Il était en Tunisie après l'indépendance avec les diplômes qu'il faut, il aurait pu être parmi sa génération un grand commis de l'État, ministre ou homme d'affaires dans le textile ou le tourisme, dont il était le PDG de l'Office et également, PDG de l'Office de l'Artisanat et c'est grâce à lui qu'ont été mises en place les assises de ces secteurs.

Deuxième acte de courage, quand la situation du journal *Afrique Action* de Bechir Ben Yahmed est devenue difficile et qu'il décida de quitter le pays, Mohamed Ben Smaïl reste en Tunisie et travaille dans les arts graphiques. C'est à lui que l'on doit la première imprimerie couleur et la première imprimerie offset en Tunisie. A mon avis, il est le premier qui a placé dès le départ très haut les ambitions de ce métier. Il a dit : ce que je produis en Tunisie doit ressembler à ce que j'achète à Paris ou à Londres. Pour réussir à le faire, il a été secondé par des hautes compétences européennes :

françaises, allemandes et anglaises. L'imprimerie qu'il a fondée en 1963 devient une véritable école de formation. La majorité des actuels chefs

d'entreprises en arts graphiques ont été pour la plupart employés et responsables aux Imprimeries Réunies. Cérès a joué le rôle de formateur dans le domaine de l'impression, un métier qui malheureusement s'exerce aujourd'hui sans exigence.

Le fait que ce monsieur ait choisi de travailler dans l'industrie culturelle et de montrer que la culture est un secteur où il faut travailler avec beaucoup de sérieux, est en soi un grand exploit. A ce propos, il a donné à son équipe l'amour d'un travail bien fait, le refus de se situer par rapport au plus bas. De là se dégage une autre qualité de Mohamed Ben Smaïl, c'est qu'il sait choisir son équipe. Mais une fois qu'il a choisi, il délègue énormément. Cette capacité de déléguer est énorme vis-à-vis des gens qui l'entourent. Il n'y a pas de hiérarchie, personne ne commande. C'est la passion et l'auto-conscience qui déterminent que chacun fait son travail, peu importe le matin, le soir ou la nuit. Ce capital-qualité a permis à la maison de résister malgré les difficultés.

Q. Quels ont été les débuts de Cérès ?

N.B.K. Les débuts de la maison datent de 1964 avec essentiellement une prédominance du livre d'art et des beaux livres. A ce propos la maison reste encore fidèle à ce choix. Le livre d'art est important dans le secteur car il remplit la même fonction que l'industrie lourde par rapport à celle qui est légère. Quand on maîtrise la publication du livre d'art, celle du livre culturel et littéraire devient sans doute plus facile. Ceci est le fruit du rapport du Mohamed Ben Smaïl avec l'artisanat et le tourisme, d'où la connaissance de la valeur du livre d'art. Il sait de quoi la Tunisie dispose et la qualité qu'il faut mettre en face. Il voulait dire que la Tunisie a de choses belles et qu'il faut les adresser à une population qui est habituée à manipuler un livre correctement fait et qui est aussi prête à payer le prix qu'il mérite. Dès le départ Mahomed Ben Smaïl était déjà lié aux intellectuels tunisiens. Il a pris le parti de publier un recueil de poésie bilingue de Salah Garmadi afin de prouver que la maison prend en charge l'histoire du pays et ne sombre pas dans un choix plus strict.

Q. Il semble que le choix du nom de Cérès ne soit pas un simple hasard ?

N.B.K. Le nom de Cérès a une résonance grecque, celui d'une déesse de la prospérité. Mohamed Ben Smaïl voulait placer son action dans la modernité et s'argumentait plus de l'Europe.

En cela il faut se référer au contexte politico-culturel d'après l'indépendance, dominé par des concepts très dévalués devenus malheureusement des clichés, tels que le nationalisme arabe. Le nom lui-même évoque, à côté de figures telles que Ibn Khaldûn et Ibn Rochd, d'autres figures de l'histoire de la Tunisie. Dans un premier temps c'était ça, dans un deuxième temps quand je suis arrivé, en 1979, j'ai demandé qu'on s'ouvre plus aux intellectuels et qu'on devienne les principaux communicateurs en matière de texte de fiction, roman, nouvelles et poésie. Effectivement, les collections sont nées et on a beaucoup travaillé sur la poésie par l'intermédiaire de notre filière diffusion Demeter. On a pris l'essentiel des recueils qui ont donné un renouveau à la poésie tunisienne, à l'image de Mezghenni, Ghozzi et Louhaybi. A l'époque ces poètes étaient censés être bannis et marginalisés. Nous avons eu l'audace de décider de les prendre en charge.

Q. A travers ce parcours de publications et d'expériences, il y a eu des moments difficiles ?

N.B.K. La première grosse crise de Cérès date de 1981-1982. Les choses n'allaient pas aussi bien et Mohamed Ben Smaïl doutait un peu de bien continuer ses choix. Moi, j'ai travaillé avec l'équipe de Demeter Diffusion et c'est là où on a créé la collection de poésie et en même temps géré la collection de la société Sud Editions " Ouyun al Muasara " (Les sources de la modernité), dont Mohamed Ben Smaïl est actionnaire avec Mohamed Masmoudi.

Q. Y avait-il un rapport entre cette crise et l'environnement socio-économique que vivait le pays ?

N.B.K. Certainement ! L'effet de la crise au sommet de l'appareil de l'État existe et ses effets se répercutent sur la création et la production culturelles.

Q. Et après cette crise ?

N.B. K. Après nous avons appris en 1984 à dynamiser énormément nos ambitions. Nous avons créé une série de collections, surtout de littérature et d'essais, avec beaucoup de promotion. Nous avons attiré vers nous beaucoup d'intellectuels prestigieux et de renom. Ce démarrage n'a fonctionné qu'à peine un an et demi pour qu'on chute à nouveau. C'était un moment très difficile. Mohamed Ben Smaïl pensait même fermer la boîte. Moi-même j'ai quitté Cérès Editions et regagné Demeter à nouveau pour m'occuper de la distribution des maisons d'éditions étrangères.

En 1989, nouveau souffle dû au retour des fils de Mohamed Ben Smaïl, après des études supérieures, en France pour l'un et aux États-Unis pour l'autre. Mohamed Ben Smaïl a repris goût au travail. Ses enfants sont là afin de préserver le patrimoine. L'un est actuellement DGA, l'autre dirige Cérès Conseil. Ce dynamisme a été immédiatement orienté vers l'édition, par moi-même. Ce fut la création d'un département poche, cette découverte est sans doute en retard. Il était difficile de la découvrir en la présence des maisons d'édition étatiques, ce qui rendait impossible d'être concurrentiel. A partir de 1987-1988 les entreprises d'État commençaient l'une après l'autre à s'incliner, laissant l'initiative privée plus présente. L'initiative première était pour nous, le livre de poche, tous genres confondus. Ce choix a été basé sur les besoins des grandes masses du marché réel que sont les élèves et les étudiants : le parascolaire et le para-universitaire.

Nous avons posé la question suivante : Quels sont en Tunisie les consommateurs potentiels du livre? L'État achète en grande quantité pour les lycées et il achète ce qui est meilleur et pas cher. Il fallait alors faire un produit qui ressemble au produit européen acheté en langue française et nettement concurrentiel. C'est là même où s'inscrit l'initiative de la collection poche.

Q. Dans ce projet vous avez pris indirectement l'Etat comme partenaire ?

N.B.K. Indirectement, oui, puisqu'il y a un minimum de garanties. C'est une sorte d'appel d'offre de l'État qu'il faut emporter en ayant le meilleur rapport qualité-prix. C'est cela qu'il fallait résoudre. Heureusement que nous avions

l'intelligence, l'imprimerie et le personnel. L'avantage acquis est que le travail d'équipe est chez Cérès une règle. A l'époque nous avons même été voir le secrétaire d'État en lui demandant à quel prix il achèterait ! Nous sommes capables de vous faire un livre de poche mais à condition de nous faire confiance. Ne nous demandez pas de vous produire le livre avant que vous ne l'ayez acheté. Mais si vous nous demandez telle quantité, nous pouvons vous faire tel prix. Étant donné d'une part le renom de la maison et l'image de Mohamed Ben Smaïl dans le secteur, le ministère nous fait très vite confiance. La commande a été faite sur maquette, ce qui nous a permis de lancer la collection " La petite bibliothèque scolaire " avec des tirages conséquents.

De l'autre côté nous avons " activé l'intention " du service culturel français. Ils nous ont demandé si, sur le même modèle, nous éditons la littérature moderne après avoir publié la classique.

Ce fut la collection " Contemporains en poche ". Peu après nous avons constaté que la demande essentielle venait des étudiants. Ce fut de suite la collection en sciences humaines " Critica ". Dans tout cela, l'effort coïncidait avec le retour de la langue française et son maintien dans les lycées et les universités. Ce phénomène est sans doute dû à la réforme de 1991 envisagée par l'ancien ministre de l'enseignement, Mohamed Charfi. Bien qu'il existe des essais en collection de poche, il me semble que les collections de Cérès demeurent une première expérience dans le monde arabe.

Q. Les collections de poche sont-elles destinées davantage à l'éducation ?

N.B.K. L'ouverture d'un département éducation chez Cérès a été la quatrième phase dans le processus du livre de poche. C'est un groupe de Cérès éditions qui gère la collection éducation dont la tâche est de produire des livres qui répondent aux besoins des lycées, soit en terme d'annales où l'on crée des livres qui sont déjà réclamés par le ministère de l'Education. Pour ce faire, nous avons créé une collection de poche en langue arabe qui s'appelle " Al- maktaba al-maftouha " (La librairie ouverte).

Q. On remarque que Cérès a fait un grand retour à la publication d'œuvres d'auteurs tunisiens d'expression française et ce depuis les années 90.

N.B. K. Le choix de publier en langue française a été présent dès le début et c'est pour ne pas avoir ni de choix idéologique ni de choix linguistique. On pense que dans la Tunisie antique et moderne, il y a Carthage, Rome, la Zitouna et Kairouan. C'est cette richesse qui nous a donné des poètes en langue arabe comme en langue française. De plus nous avons la chance d'avoir des auteurs qui écrivent aisément aussi bien en arabe qu'en français. Rappelons que c'est Salah Gharmadi, notre premier poète tunisien publié, dont le recueil *La chair vive* est lui-même en arabe et en français. Depuis, nous avons continué d'avancer sur les deux jambes. Actuellement, notre catalogue qui dépasse les 500 titres est quasi égal.

C'est vrai que depuis les années 90, il y a eu une évolution du nombre de titres publiés en français. Il n'y a pas eu de décision. Je pense que la guerre de Golfe y est pour beaucoup. Cette guerre a battu l'idéologie du nationalisme arabe. Tous ceux qui étaient terrorisés, en particulier les auteurs en langue française, écrivaient avant cette date sans espérer être un jour publié. J'ai été surpris depuis de recevoir plus de textes en français qu'en arabe. Ces textes ont certainement été écrits avant la guerre. En ce temps-là, les auteurs de langue arabe posaient des questions d'ordre idéologique et identitaire autour d'interrogations telles que la question palestinienne et l'avenir de l'Irak. Au moment où les arabophones s'interrogeaient, les francophones ont sorti de leurs tiroirs des textes écrits ou en cours d'écriture.

Je pense qu'en Tunisie, malgré les hauts et les bas, il existe une élite qui a fait, il y a longtemps la paix avec l'héritage colonial, contrairement à l'Algérie et au Maroc. La langue française n'est pas seulement porteuse d'une violence coloniale comme le montrent certains politiques. Elle est aussi une langue porteuse de la modernité. La langue française a été sollicitée par les réformateurs tunisiens avant même l'arrivée des Français. L'école Sadiki, l'école militaire existaient avant que la colonisation ne soit imposée à la Tunisie.

Le pouvoir officiel a maintenu la langue française, la réforme de 1991 due aux changements politiques a sans doute été sollicitée par l'ensemble de l'appareil de l'Etat. Et depuis la langue française se trouve plus consolidée. Les programmes scolaires sont votés au parlement tous les cinq ans. Alors l'éditeur peut travailler sur des programmes de cinq ans. A travers ces mutations, nous avons eu une élite violentée avant la guerre du Golfe et elle s'est exprimée à l'occasion en langue française. Nous avons très vite été engagés à suivre cette nouvelle vague de création après avoir été l'un des initiateurs de la première vague.

Q. Puisqu'on parle de langue pourquoi cette absence quasi totale du dialectal ?

N.B.K. L'appareil officiel conteste largement la légitimité de la langue tunisienne dite " dialectale ". Pour preuve : nous avons publié deux recueils de poésie en dialecte tunisien. Le premier *Bahar (Marin)* de Nouri Bouzid qui n'a pas été vendu. Le ministère de la Culture a même refusé d'en acheter un seul exemplaire. Le second, de Moncef Mezghini, *Ayach (Survivant)*, qui lui aussi a été refusé par le ministère parce qu'il y avait trop de mots en dialecte. Il faut dire que le Tunisien transcrit peu sa langue parlée. Nous, en tant qu'éditeur privé, nous sommes censés suivre les exigences du marché et être rentables. La mission de sauvegarder le patrimoine, la langue et le dialecte sont à la charge de l'Etat. Heureusement qu'il y a le théâtre.

En réalité je suis convaincu que tant qu'on n'a pas résolu dans quelle langue parle le Tunisien, il y aura un problème d'identité et de personnalité.

Q. Dans la littérature tunisienne, la langue pose-t-elle un vrai problème de communication entre l'auteur et son public ?

N.B.K. Heureusement qu'il y a le théâtre et le cinéma qui remplissent le vide laissé par la littérature. Heureusement aussi qu'il y avait Bechir Khreif qui a prouvé qu'on peut écrire des grandes œuvres tout en étant ancré dans la vie sociale, exprimer la langue et les inspirations du peuple. Or, depuis une quinzaine d'années, la classe des écrivains est déphasée par rapport aux soucis des gens. Elle

est plus impliquée dans les " bienfaits " du régime et de l'Etat et elle ne va pas se ressourcer auprès du peuple. Elle suppose qu'elle n'a pas intérêt à se mêler de choses dangereuses qui risquent de remettre sa place en cause. Elle ne pose pas la question : où se joue l'imaginaire ?

Maintenant, il y a moins d'intellectuels qui fréquentent par exemple les bars et tous autres lieux de sociabilité. Le problème est dû à la formation de la classe d'intellectuels dans les universités tunisiennes. Dans ces lieux prestigieux, on a eu depuis les années 70 une irruption de la vie réelle. Ces intellectuels sont tous, à l'origine, des fils de paysans et d'ouvriers. Les classes populaires, partout dans le monde, n'ont pas l'accès facile à la culture : cinéma, livre et théâtre. Elles n'accèdent pas à l'université avec une charge culturelle conséquente. La culture acquise à l'université devient pour elle une fausse culture d'apparence et d'occidentalisme. Il n'y a pas une réelle conscience de ce que sont les valeurs essentielles et fondamentales de l'Occident. Ils ne savent même pas ce que sont les années des Lumières au XVIIIème et au XIXème siècle, la littérature et la peinture en Europe. Ils pensent souvent aux diplômes, or les diplômes sont avant tout un moyen et non une fin. Résultat : des récepteurs de culture qui ne sont pas des producteurs. On assiste parallèlement à une conférence sur la post-modernité, tout en étant aveuglement attaché à des valeurs archaïques. Il est certain que l'élite occidentalisée ou celle de l'Orient, qui a vécu des espérances culturelles très fortes et qui est issue d'un milieu plus notable où existaient des valeurs et des pratiques culturelles (cinéma, théâtre, livre) était sûre d'elle-même.

Cette génération, de la période pré-coloniale et d'après les indépendances, était formée par des professeurs étrangers : français, italiens et anglais. C'est de cette classe que sont issus des écrivains, des penseurs et des artistes de renom. Actuellement, l'étranger c'est l'immigré. Il est une valeur de matériel et de confort. Cet étranger ne nous a pas transmis les valeurs de la Sorbonne mais celles de Tati.

Q. A propos de la rentabilité des éditions Cérès, où se place la rentabilité financière par rapport à la rentabilité du groupe ?

N. B. K. Justement ! Je vous avoue que pour nous, la rentabilité comptable est relative. Est-ce qu'on a gagné beaucoup d'argent, ou juste un franc en plus du coût dépensé ? Cérès, parce qu'elle est un groupe intégré, a ses particularités. En premier lieu, l'apport des Imprimeries Réunies ou de Cérès Conseil qui rapportent les investissements consentis, accordés à Cérès Editions. Dans le groupe Cérès, l'imprimeur fait de grosses avances pour nous, l'éditeur. Sans pénalité, sans frais bancaires, y compris en nous évitant le risque de la faillite. Si Cérès Editions travaillait avec un autre imprimeur, au taux d'endettement où je suis avec les Imprimeries Réunies, j'aurais fermé de boutique, il y a longtemps.

Par contre, parce que les Imprimeries Réunies sont du même groupe, je peux, tout en étant gravement dans le " rouge ", continuer de travailler. C'est un avantage. Ce que je peux défendre en fait, c'est la notoriété qu'a la maison dans le pays. Pour moi, la notoriété à faire passer avant tout, c'est la qualité du livre publié chez Cérès. C'est le livre que les gens voient le plus, dans les vitrines et à travers les journaux. Ceci a créé une image de marque propre à Cérès. Quand les clients viennent à Cérès Conseil ou chez les Imprimeries Réunies le nom qu'ils avancent c'est le nom de Cérès éditions. Il y a là cette rentabilité induite, un patrimoine et un nom qui sont, à l'origine, le fruit de la qualité et du contenu du livre édité chez Cérès. J'estime que cette maison est moderne et ses chiffres d'affaires sont bons. Mais, avec les acquis actuels, elle a besoin de plus de moyens financiers afin de mettre à jour son capital. Si ses promoteurs veulent qu'on aille plus en avant, pour arriver à une maison productrice quotidiennement, il faut consentir des investissements beaucoup plus importants.

Q. Chez Cérès comment sont gérés les rapports auteur-éditeur ?

N. B. K. Nos rapports avec les auteurs sont sanctionnés par un contrat qui est en fait celui de l'UNESCO, un contrat type qui est universel.

Q. Certains auteurs se plaignent que leurs droits ne soient pas payés.

N.B.K. Je mets au défi tout auteur sous contrat avec Cérès et qui a des droits de me prouver qu'il n'a pas été payé. Malheureusement, il y a des auteurs dont les œuvres ne sont pas assez vendues et qui n'hésitent jamais à nous demander des droits, ou à dire qu'ils n'ont pas été payés. Or comment peut-on calculer des droits quand il n'y a pas de ventes ? Ils peuvent, à ce sujet, trouver tous les alibis. Hélas, il existe des auteurs qui ne veulent pas admettre qu'un livre ne peut être impérativement vendu même s'il est de qualité, de contenu et de forme remarquables. Ceux qui ont des livres qui ont été vendus qu'ils viennent me réclamer même les droits d'un seul exemplaire. Il faut signaler que ce genre de rapport auteur-éditeur est une situation assez fréquente un peu partout dans le monde.

D'une part, l'éditeur agit comme un commerçant au sein d'un marché. Il pense à survivre et à assurer le minimum de rentabilité. D'autre part, l'auteur a un rapport strictement créatif et passionnel avec le livre. Je sais que la partie la plus difficile du travail d'éditeur est de dire à un auteur que son livre ne marche pas bien ou que ce n'est pas un bon livre. Autre difficulté, c'est de lui dire " je ne peux pas publier votre livre ". Il nous arrive même de trouver de bons textes, que notre planning et nos programmes nous empêchent d'intégrer. C'est là même où les auteurs refusent le refus. Je pense aussi que les intellectuels tunisiens ne sont pas de bons producteurs de textes. Ils ne travaillent pas assez sur leurs projets d'écriture. Ils s'endorment sur un mensonge : des dizaines de textes traîneraient chez les éditeurs et ceux-ci seraient seuls responsables de leurs échecs. Je refuse cette idée et je pense que beaucoup d'auteurs racontent des histoires dans les journaux et dans leurs déclarations. Pour moi, le problème est plus complexe. Tout le monde est responsable de la situation et il faut se mettre autour d'une table afin de multiplier les analyses, être sincère à propos de ce métier. Dans cette Tunisie en transition, on arrivera à voir plus clair les uns et les autres. En tant qu'éditeur, je suis conscient des faiblesses du secteur et de celles de notre maison d'édition Cérès .